

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 9 janvier 1973

La séance est ouverte à 11 heures.

AFFAIRES COURANTES

L'OFFICE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE DES PÊCHES

DÉPÔT DU RAPPORT POUR 1971

[Traduction]

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, aux termes de l'article 41(2) du Règlement, je voudrais déposer le rapport annuel de l'Office technique et scientifique des pêches pour l'année civile 1971.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA HAUSSE DU MAZOUT—LE RISQUE DE PÉNURIE—
RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, étant donné la hausse du prix du mazout récemment annoncée par Shell Canada Limited, le ralentissement des livraisons de cette denrée aux États-Unis et l'opinion du ministre compétent de l'Alberta selon laquelle le Canada se verra peut-être aux prises avec une pénurie de mazout d'ici quelques mois, je demande le consentement unanime, en vertu de l'article 43 du Règlement, pour proposer la motion suivante:

Que le gouvernement demande à l'Office national de l'énergie de préparer immédiatement un rapport sur cette situation critique ainsi qu'une recommandation, visant à protéger les consommateurs canadiens de mazout et de produits pétroliers analogues contre les hausses injustifiées de prix et la pénurie possible d'approvisionnements.

M. l'Orateur: La Chambre a entendu la motion que propose le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles. Cette motion présentée en vertu de l'article 43 du Règlement exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Comme il n'y a pas consentement unanime, la motion ne peut être mise aux voix.

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE CHÔMAGE—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE
GOUVERNEMENT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, bien qu'hier le premier ministre n'ait pas voulu, comme je le lui demandais, énoncer la politique qu'adoptera son gouvernement afin d'augmenter l'emploi, est-il prêt aujourd'hui, par l'intermédiaire de la Chambre à faire connaître aux 580,000 chômeurs signalés en décembre—soit 6.8 p. 100 de la population active—son programme qui vise à réduire le chômage?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la réponse figure déjà dans le discours du trône où il est question de mesures qui ont été prises et d'autres qui le seront naturellement dans le secteur industriel. Des renseignements à ce sujet seront aussi donnés dans l'exposé budgétaire qui, prévoyons-nous, sera présenté assez prochainement et qui annoncera toute une série de mesures visant l'économie et la réduction du chômage.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, les budgets ne représentent rien de nouveau pour nous. Le premier ministre voudrait-il assurer la Chambre que son ministre des Finances dressera aujourd'hui une liste complète et très objective des mesures que le gouvernement actuel a l'intention de prendre pour réduire le chômage?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances prendra part au débat sur le discours du trône. Il répondra à une partie des questions du chef de l'opposition. Il ne pourra pas, j'en suis sûr, nous faire une déclaration d'ordre budgétaire mais, je le répète, il nous promettra de nouveau un exposé budgétaire pour bientôt.

L'hon. M. Stanfield: En effet il le fera, mais le premier ministre pourrait-il aujourd'hui nous donner l'assurance qu'on abrogera au moins l'augmentation de 3 p. 100 des impôts sur le revenu des particuliers, applicable depuis le 1^{er} janvier et ayant des répercussions sur l'emploi, l'économie et l'inflation, ou trouve-t-il que les sociétés ont droit à plus de renseignements sur les impôts qu'elles paieront cette année que n'en ont les simples Canadiens?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LE CHÔMAGE—LES CRÉDITS AUX MUNICIPALITÉS ET
AUTRES ORGANISMES POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser quelques questions supplémentaires à ce sujet. Étant donné l'excédent considérable du trésor fédéral créé par des recettes croissantes, contrairement à la prévision de déficit formulée par le ministre en mai dernier, est-il maintenant prêt à augmenter immédiatement les crédits mis à la disposition des municipalités et d'au-